

CABINET SALLIOU

Société de Commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale Ouest Atlantique
SAS au capital de 19 000 € - RCS Saint-Brieuc 519 959 407
N° TVA intracommunautaire : FR87519959407

Association Forum des Savoirs, labellisée Cité des Métiers des Côtes d'Armor

Espace Sciences et Métiers,
Technopole Saint-Brieuc Armor
6, rue Camille Guérin 22440 PLOUFRAGAN

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Associés

Sébastien BUET
Thomas LE PORS
Victor RICHARD
Mélanie VILLALARD

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

À l'assemblée générale de l'Association Forum des Savoirs, labellisée Cité des Métiers des Côtes d'Armor,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Forum des Savoirs, labellisée Cité des Métiers des Côtes d'Armor relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre audit, nous avons notamment examiné les mouvements et soldes des subventions en les rapprochant de pièces justificatives. Nous avons également contrôlé le rattachement des subventions au bon exercice d'attribution, en validant les calculs et méthodes comptables retenus.

Pour l'exercice 2023, ces subventions se sont élevées à la somme de 821 114 euros.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Dinan,

Le commissaire aux comptes

CABINET SALLIOU

Victor RICHARD

ASSOCIATION BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023			01/01/2022 au 31/12/2022
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	28 581.30	8 380.93	20 200.37	25 381.49
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outil. ind.	1 890.00	1 201.50	688.50	1 138.10
Autres	327 772.86	304 530.16	23 242.70	32 522.77
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	15 720.00		15 720.00	15 390.00
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	2 259.81		2 259.81	2 259.81
TOTAL (I)	376 223.97	314 112.59	62 111.38	76 692.17
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	277 577.13		277 577.13	227 476.36
Valeurs mobilières de placement	88 742.23		88 742.23	275 738.33
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	85 663.69		85 663.69	92 697.49
Charges constatées d'avance	13 389.42		13 389.42	11 935.86
TOTAL (II)	465 372.47		465 372.47	607 848.04
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	841 596.44	314 112.59	527 483.85	684 540.21

Eléments des comptes annuels
visés au présent rapport
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES



ASSOCIATION BILAN PASSIF

PASSIF	Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	286 416.16	247 190.77
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	-29 794.77	39 225.39
<i>Situation nette (sous total)</i>	256 621.39	286 416.16
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	102.31	1 409.97
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	256 723.70	287 826.13
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	48 500.00	249 579.81
TOTAL (II)	48 500.00	249 579.81
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		11 430.32
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	38 004.47	11 779.43
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	139 407.80	114 146.52
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	6 687.88	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	38 160.00	9 778.00
TOTAL (IV)	222 260.15	147 134.27
Ecarts de conversion passif	(V)	
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	527 483.85	684 540.21

Eléments des comptes annuels
visés au présent rapport
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES



ASSOC. RÉSULTAT (LISTE)

	Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service		
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	821 114.12	1 014 790.78
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		4 350.00
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 409.68	21 329.00
Utilisations des fonds dédiés	206 079.81	73 713.76
Autres produits	12.82	2.87
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 028 616.43	1 114 186.41
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	165 669.48	159 890.41
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	41 516.69	24 761.74
Salaires et traitements	603 991.95	494 700.92
Charges sociales	182 252.78	141 196.97
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	21 624.24	32 124.84
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	5 000.00	224 579.81
Autres charges	4.31	3.30
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 020 059.45	1 077 257.99
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	8 556.98	36 928.42
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	4 614.01	1 690.37
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	4 614.01	1 690.37
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	36.78	174.40
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	36.78	174.40
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	4 577.23	1 515.97
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	13 134.21	38 444.39
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	401.99	
Sur opérations en capital	1 307.66	1 540.63
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		



ASSOC. RÉSULTAT (LISTE)

	Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	1 709.65	1 540.63
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	44 638.63	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		759.63
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	44 638.63	759.63
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-42 928.98	781.00
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 034 940.09	1 117 417.41
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 064 734.86	1 078 192.02
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-29 794.77	39 225.39

Eléments des comptes annuels
visés au présent rapport
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES



FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 527 483.85 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un déficit de -29 794.77 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

1. L'objet de la Cité des Métiers

Présentation de la Cité des Métiers

La Cité des Métiers des Côtes d'Armor est un espace d'accueil et un lieu ressource au service de tout public en recherche de repères et d'information sur les métiers et toute question en lien avec la vie professionnelle : démarches de recherche d'emploi, d'orientation, de formation, de reconversion professionnelle, de création d'activité.

Cet espace est libre d'accès (sans justification, ni inscription, à quelque organisme que ce soit) et gratuit, fonctionnant dans l'esprit du service public.

Ses activités sont menées en partenariat avec les acteurs économiques, les acteurs institutionnels et associatifs de l'insertion professionnelle et de la formation, dans une dynamique de complémentarité et de co-construction.

Ses actions ont pour objectif d'accompagner les réflexions du public, en particulier éloigné de l'emploi/en situation de fragilité socio-économique, dans son parcours vers l'emploi et dans son maintien dans l'emploi, avec pour objectif de prévenir les ruptures professionnelles.

Dans un contexte de profondes mutations socioéconomiques où les formes de travail et de contractualisation ne cessent de se transformer et où l'on n'exercera plus le même métier tout au long de sa vie, l'ambition de la Cité des Métiers est de donner les moyens aux usagers d'être « acteur » de leur vie professionnelle.

Elle vise à donner aux publics des clés de compréhension du monde de l'entreprise et une meilleure connaissance des potentialités du territoire en matière d'emploi et de formation.

C'est une « boîte à outils » pour aider à sécuriser les parcours professionnels et à anticiper les situations de rupture.

Cette structure s'inscrit par ailleurs dans le Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) en tant que membre associé.

Services proposés

La Cité des Métiers des Côtes d'Armor accueille tout public (demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA, usagers en fin de droits, travailleurs indépendants, salariés, publics jeunes en situation de décrochage scolaire ou non...) qu'elle informe et qu'elle aide à construire des stratégies d'actions pour leur parcours professionnel en proposant plusieurs services :

- **Accueil quotidien en conseil individuel, entretiens personnalisés** avec des professionnels issus du domaine de l'orientation et de la vie professionnelle ;
- **Espace ressources multimédia en libre-service** : documentation actualisée sur les filières, les métiers, la formation et l'emploi ;
- **Accueil de groupes en séances d'information spécifiques**, en particulier groupes en insertion professionnelle
- **Organisation d'événements d'information et de découverte des métiers** : visites d'entreprises, forums, ateliers, conférences, rencontres de professionnels... qui sont co-organisés avec un ensemble de partenaires.

Structure d'intérêt général, à la croisée des acteurs locaux et des politiques publiques, la Cité des Métiers a pour objectifs de :

- Faire **découvrir et valoriser les métiers et les filières du territoire**
- **Donner des clés de compréhension sur les métiers**, sur le monde du travail en général et **celui de l'entreprise** en particulier
- Donner aux publics une **information adaptée et personnalisée** sur toute question en lien avec la vie professionnelle
- **Informier et sensibiliser sur les « métiers de demain »** : permettre aux publics de comprendre et de s'approprier les changements afin d'anticiper les mutations
- Agir pour **l'emploi et l'insertion professionnelle** / la prévention des ruptures professionnelles

2. Eléments d'information liés au covid-19 / faits significatifs de l'exercice 2023

La situation sanitaire liée au covid-19 n'a pas impacté l'activité de la Cité des Métiers sur l'année 2023.

Une demande de régularisation de cotisations sociales URSSAF est intervenue sur l'exercice 2023. Elle concerne le remboursement des exonérations de charges sociales qui avaient été accordées et validées par l'URSSAF en 2020 et 2021, suite à la situation sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 (fermeture de la structure, baisse importante d'activité...).

Le montant de la régularisation demandée est de 37 794 €, cette somme a été payée à l'URSSAF en 2023 et impacte les comptes de cet exercice.

3. Evolution prévisible et perspective d'avenir

Il est observé une tendance à la baisse des financements publics, ce qui nécessite d'accroître le nombre de financements à solliciter pour assurer l'équilibre budgétaire. En multipliant le nombre de demandes de subventions/réponses à appels à projets, et donc l'obligation de mise en œuvre d'actions, sans possibilité de recrutement supplémentaire, nous faisons porter sur une même équipe une charge de travail de plus en plus conséquente.

Le principe de continuité d'exploitation a cependant été retenu au vu de la situation financière actuelle de l'association.

Eléments des comptes annuels
visés au présent rapport
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement ANC N° 2020-08 (modification du règlement ANC 2018-06) et des règlements ANC N° 2020-02, 2020-05 et 2020-09 (modification du règlement N° 2014-03).

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Option de traitement des charges financières :

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Option de traitement des charges financières :

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Agencement et aménagement des constructions	5-15 ans
- Matériel bureau et informatique	3-5 ans
- Mobilier	3-10 ans
- Logiciels informatiques	1-5 ans
- Matériel de transport	5 ans

Eléments des comptes annuels
visés au présent rapport
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

043651 - CITE DES METIERS 22

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur immobilisations financières (titres) et titres de placement sont incorporés dans les coûts des immobilisations.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Eléments des comptes annuels
visés au présent rapport
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

043651 - CITE DES METIERS 22

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	28 581		
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. générales, agencés & aménagés construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels		1 890		
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencés & aménagés divers Matériel de transport Matériel de bureau & mobilier informatique Emballages récupérables & divers	34 134 53 835 233 091		6 713
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
		TOTAL	322 949		6 713
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations		15 390		330
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		2 260		
		TOTAL	17 650		330
		TOTAL GENERAL	369 181		7 043

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL			28 581	
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.				1 890	
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers Mat. bureau, inform., mobilier Emb. récupérables & divers			34 134 53 835 239 805	
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
		TOTAL			329 663	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations				15 720	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières				2 260	
		TOTAL			17 980	
		TOTAL GENERAL			376 224	

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Eléments des comptes annuels
visés au présent rapport
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

043651 - CITE DES METIERS 22

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

CADRE A	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	3 200	5 181		8 381
TOTAL	3 200	5 181		8 381
Terrains				
Constructions	Sur sol propre			
	Sur sol d'autrui			
	Inst. générales agen. aménag.			
Inst. techniques matériel et outil. industriels	752	450		1 202
Autres immobs corporelles	Inst. générales agencem. amén.	1 325		34 027
	Matériel de transport	6 080		42 907
	Mat. bureau et informatiq., mob.	8 589		227 596
	Emballages récupérables divers			
TOTAL	289 289	16 443		305 732
TOTAL GENERAL	292 488	21 624		314 113

CADRE B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immobs incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constr.	Sur sol propre						
	Sur sol autrui						
	Inst. agenc. et amén.						
Inst. techn. mat. et outillage							
A. Immo. corp.	Inst. gales, ag. am div						
	Matériel transport						
	Mat. bureau mobilier inf.						
	Emballages réc. divers						
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

Eléments des comptes annuels
visés au présent rapport
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

CADRE C	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

043651 - CITE DES METIERS 22

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	2 260		2 260
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	314	314	
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	coll. publiques			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	277 263	277 263	
	Charges constatées d'avance	13 389	13 389	
TOTALUX		293 226	290 967	2 260
Renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	(3) Créances reçues par legs ou donations			

Eléments des comptes annuels
visés au présent rapport
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF

043651 - CITE DES METIERS 22

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	13 389
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	13 389

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	277 577
Disponibilités	
TOTAL	277 577

Eléments des comptes annuels
visés au présent rapport
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

043651 - CITE DES METIERS 22

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	38 004	38 004		
Personnel & comptes rattachés	41 973	41 973		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	83 064	83 064		
Etat & Impôts sur les bénéfices				
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	14 371	14 371		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	6 688	6 688		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	38 160	38 160		
TOTAUX	222 260	222 260		

- Renvois
- (1)

Emprunts souscrits en cours d'exercice
- Emprunts remboursés en cours d'exer.
- (2)

Montant divers emprunts, dett/associés

Eléments des comptes annuels
visés au présent rapport
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF

043651 - CITE DES METIERS 22

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 238
Dettes fiscales et sociales	69 874
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	6 688
TOTAL DES CHARGES À PAYER	103 800

Eléments des comptes annuels
visés au présent rapport
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

LES EFFECTIFS

043651 - CITE DES METIERS 22

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

LES EFFECTIFS

	31/12/2023	31/12/2022
Personnel salarié :	19.95	15.89
Ingénieurs et cadres	1.00	1.00
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens	18.95	14.89
Ouvriers		
Personnel mis à disposition :		
Ingénieurs et cadres		
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens		
Ouvriers		

Eléments des comptes annuels
visés au présent rapport
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES